

Le service public dans la rue le 22 mai

Social. L'appel de neuf organisations.



■ Les syndicats appellent à la mobilisation. CR

Neuf organisations syndicales du service public (CFDT, CGT, FAFPT, FO, FSU, Unsa et Solidaires) et les retraités appellent à la grève, le mardi 22 mai. À Nîmes, pour ce rassemblement départemental, le rendez-vous est fixé aux jardins de la Fontaine à 15 h. La manifestation rejoindra ensuite la préfecture. Les fonctionnaires rejettent le projet de suppression de 120 000 emplois prévu par le gouvernement dans la fonction publique ainsi que le recours accru aux contrats précaires. Ils exigent une réelle amélioration de leur pouvoir d'achat. Si la CFDT était absente des manifestations le 22 mars, elle a décidé, cette fois-ci, de se joindre au mouvement. « On refuse l'approche budgétaire du gouvernement et on veut peser sur le rendez-vous sur les salaires fixé au mois de juin » confirme Cédric Marrot (CFDT Interco 30).

Blocage des impôts à Uzès, ce jeudi

A l'appel de la CFDT, un pique-nique est prévu avant la manifestation, de 11 h à 14 h devant la préfecture. Pour la CGT, FO et Solidaires, la situation concernant

l'emploi dans l'administration des finances publiques devient intenable rapportent Françoise Eychenne, Florence Diot et Loïc Valverde.

« On a perdu 150 emplois dans le Gard depuis huit ans, déclarent ces syndicalistes. Et on nous annonce, encore, la suppression d'une quarantaine d'emplois l'année prochaine. Les premières victimes, c'est le public et la relation avec l'usager. On ne peut plus répondre au téléphone. Il est même prévu de déléster une partie de cette activité vers le privé. Mais cela sera payant. »

Les syndicats annoncent le blocage des Impôts à Uzès ce jeudi matin, dernier jour pour la remise des déclarations format papier. Et un rassemblement est prévu ensuite, à Nîmes, devant le site de Saintenac. Enfin, le personnel hospitalier devrait être nombreux lors de cette manifestation.

« Ces suppressions d'emplois vont toucher le personnel déjà en grande difficulté dans les hôpitaux. On continue à fermer des lits et on privatise de plus en plus l'hospitalisation » déplore Alain Soler (FO Santé).